

Presse

Qualité des médias: à quoi bon tirer sur les porteurs de mauvaises nouvelles?

L'édition 2013 des *Annales de la qualité des médias* a suscité une levée de boucliers en Suisse romande. Les chercheurs zurichois à l'origine de l'étude font campagne pour dissiper les malentendus et corriger les inexactitudes qui circulent sur leur méthode d'analyse. Ils insistent sur la nécessité d'un débat serein sur l'avenir des médias, la baisse de la qualité servant de thermomètre de la crise que traverse le secteur

**Mark Eisenegger
Kurt Imhof***

La quatrième livraison des *Annales de la qualité des médias suisses* a subi un déluge de feu en Suisse romande. Cette édition, présentée le 25 septembre 2013, aboutit à la conclusion que la qualité est davantage en recul dans les médias romands analysés par nos chercheurs que dans ceux des autres régions.

Thierry Meyer, rédacteur en chef de *24 heures*, journal mal noté dans les *Annales*, a vertement protesté dans une lettre ouverte aux auteurs de l'étude, avec copie aux conseillers nationaux et aux États du Canton de Vaud, au Conseil d'Etat vaudois, ainsi qu'à Doris Leuthard, conseillère fédérale en charge de la Communication.

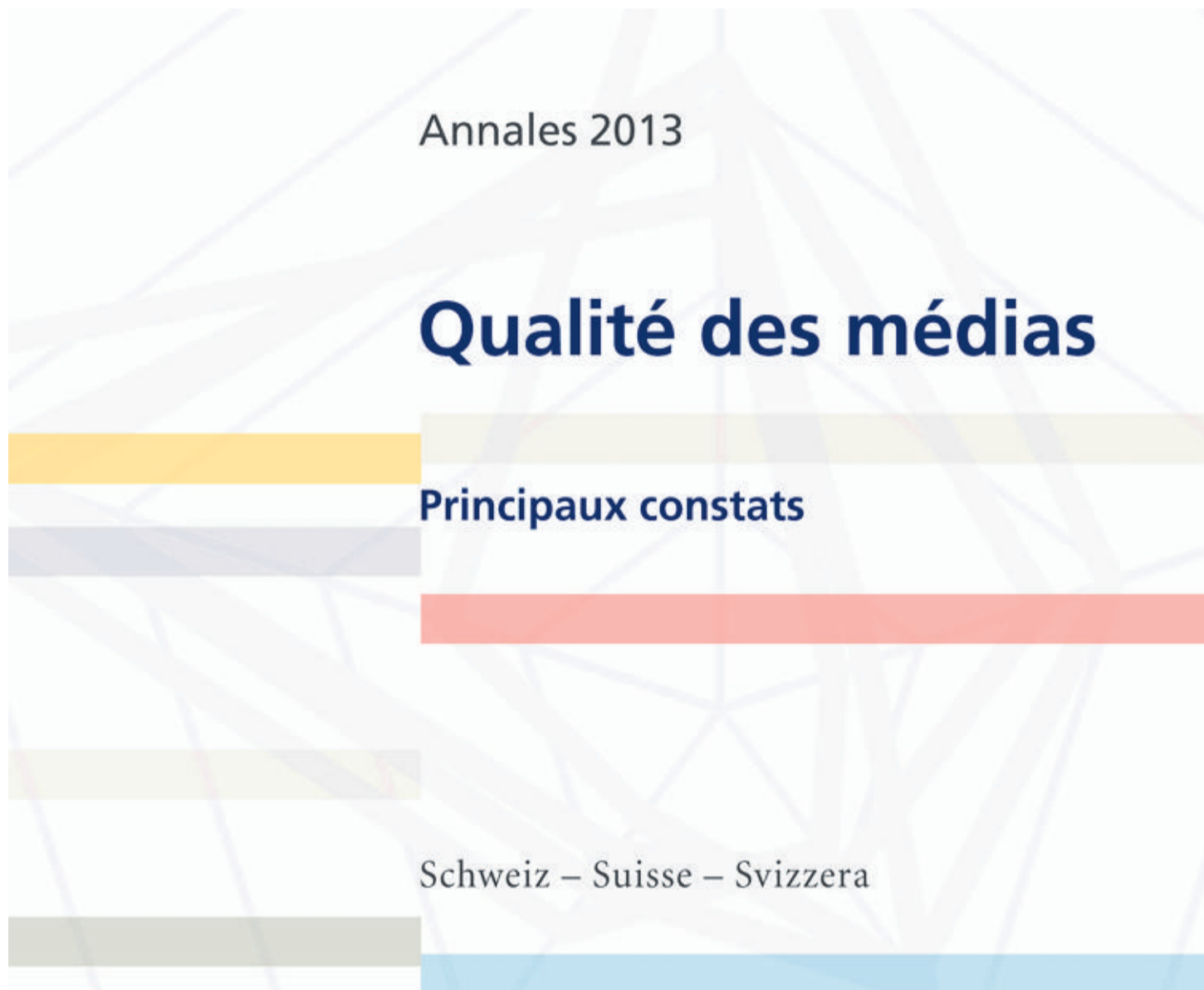
Cette lettre était le point de départ d'une démolition médiatique. Le principal reproche avancé par M. Meyer était que les chercheurs attribuaient des points de qualité uniquement aux articles sur l'actualité nationale et internationale, ne tenant pas compte des nouvelles régionales, dont *24 heures* nourrit sa ligne éditoriale.

M. Meyer affirmait en outre que notre méthode d'évaluation ne se baserait que sur la lecture des titres des articles et non des articles eux-mêmes, se plaignant que d'importants journaux régionaux, comme *La Liberté*, n'aient pas été inclus dans l'étude. Les *Annales* ont aussi été accusées d'être un instrument idéologique légitimant une politique de soutien étatique des médias.

Ces griefs ont été relayés par *24 heures* et la *Tribune de Genève*, du groupe Tamedia. Le lendemain, *Le Temps* (une copropriété Tamedia-Ringier) martelait que les *Annales* auraient une visée idéologique au service de politiques encourageant l'émergence de médias étatiques.

Le week-end suivant, Thierry Meyer renouvelait ses griefs dans une tribune offerte par l'émission *Médialogues* de la RTS. Le point culminant a été atteint une semaine plus tard dans *L'Hebdo* (Ringier), qui a repris les arguments de M. Meyer, en les montant en épingle de façon à enflammer la polémique, et débouchant sur un jugement aussi lapidaire qu'inouï: «Votre étude, c'est de l'archidaube.»

«De l'archidaube»: un abus de langage visant ni plus ni moins à torpiller notre recherche. Après une séance d'autoflagellation, un rituel que les Zurichois accomplissent bien spontanément



«Notre recherche a pour but de faire une radiographie de la crise, à stimuler, non à enterrer le débat sur les enjeux d'avenir»

ment face à la critique provenant du reste de la Suisse, en particulier de la Suisse romande, nous avons tenté de sauver notre honneur par un communiqué de presse, publié en français, corrigeant les inexactitudes propagées par les médias cités.

Mais aucun média romand n'a repris ce communiqué, où nous avons rappelé des vérités de fait susceptibles de changer la perception de notre démarche,

qui reste encore largement méconnue et incomprise en Suisse romande.

Premièrement, les *Annales* n'accordent pas aux informations nationales ou internationales davantage de qualité qu'aux informations régionales.

Deuxièmement, l'analyse de la qualité ne se limite pas à la lecture des titres des articles, mais prend en considération tous les articles parus ou

présentés en une durant une année, à quoi s'ajoute le dépouillement de la totalité des articles publiés pendant une semaine dans les journaux examinés.

La recherche en sciences sociales a ses pratiques, mais aussi ses limites. Une analyse globale du contenu médiatique suisse serait à l'évidence excessivement onéreuse, raison pour laquelle nous avons dû

effectuer une sélection des principaux médias d'information dans toutes les catégories, presse et online, radio et télévision.

Nous sommes conscients que notre étude, qui a une vocation nationale opérant une comparaison entre médias appartenant aux trois sphères linguistiques, touche à ses limites lorsqu'elle réduit la Suisse romande à une poignée de rédactions. C'est pourquoi nous allons réaliser une étude approfondie du paysage romand dès que nous aurons réuni les fonds nécessaires.

La lecture des *Annales* suffit à montrer que les griefs soulevés sont infondés. Mais il est humain de chercher à abattre le porteur de «mauvaises nouvelles», à savoir, dans ce contexte, les effets de la concentration massive des médias, en Suisse romande en particulier. Avec, pour corollaire, une baisse de la qualité.

Jamais dans l'histoire de la Suisse moderne la concentration médiatique ne s'est accrue aussi vite que ces dernières années. Jamais elle n'avait été aussi forte sur le marché romand, où le groupe Tamedia contrôle 68% des titres les plus largement diffusés.

Les attaques en cascade que nous avons subies, rebondissant par ricochet d'un média à l'autre sans contrepoin, sans qu'aucune d'entre elles ne soit remise en question, sont à nos yeux une preuve de la crise du journalisme, que nous pointons du doigt depuis 2010.

A ce jour, aucun débat constructif n'a eu lieu en Suisse romande sur les résultats présentés dans les *Annales*. Ce fait est d'autant plus regrettable que cette région est particulièrement concernée par les problèmes structurels qui frappent les rédactions, entraînant des vagues de licenciements et la disparition de rubriques.

Nous mettons le doigt où cela fait mal. Très mal même, lorsque nous dévoilons l'ampleur de la migration de la publicité vers les moteurs de recherche comme homegate.ch ou jobs.ch.

Lorsque nous dénonçons les effets de la culture de la gratuité dans l'information et la baisse du nombre des abonnements, qui trahit une désaffection constante du lecteur.

Notre recherche a pour but de faire une radiographie de la crise, un travail servant à stimuler et à vivifier, non à enterrer, le débat sur les enjeux d'avenir: sans une réelle diversité de médias de qualité pour tous, la fonction de formation de l'opinion en démocratie risque d'être affectée. Une mise en garde que le Conseil fédéral a émise dans un rapport fin juin 2011.

Pour nous, un premier pas important a été franchi en Suisse romande. Sur invitation de *24 heures*, nous avons pu dissiper les malentendus avec la rédaction du journal et nous engager sur la voie de la compréhension mutuelle. Il faut continuer à poursuivre le débat avec les autres rédactions romandes. Et l'élargir au public.

* Chercheurs, Forschungsinstitut Öffentlichkeit und Gesellschaft, Université de Zurich

Le point de vue de la rédaction

Un accord sur un désaccord

Dans leur longue missive, Mark Eisenegger et Kurt Imhof déplorent la «démolition médiatique» dont leur étude a fait l'objet, dans ce journal et d'autres publications. Il faut donner acte aux chercheurs de l'Université de Zurich que l'appréciation première de leur méthodologie, qui reposait sur un communiqué résumant les critères de classement des médias, procédait de raccourcis qui ne rendaient pas justice à leur travail. Le fait que seuls des sujets traitant de l'actualité internationale et nationale figuraient dans ce résumé ne signifiait pas que les sujets d'importance cantonale ou locale étaient ignorés. La rencontre avec la rédaction de *24 heures*, qui a eu lieu en novembre dernier, a permis d'éclaircir ce point, parmi d'autres sujets de discorde.

Reste que nous sommes aussi tombés d'accord sur le fait que... nous n'étions pas d'accord. Il ne s'agit pas de nier la possibilité

aux chercheurs d'enquêter sur la presse, et surtout pas de «mettre le doigt là où ça fait mal». Nous le savons aussi bien qu'eux, les revenus de la publicité sont en forte baisse depuis plusieurs années, et la diversification des moyens numériques d'information crée une désintermédiation qui remet fondamentalement en cause le rôle des médias. Dans le monde entier, journalistes et éditeurs tentent de réinventer leurs métiers, et ce n'est pas une sinécure. Il est vrai, en outre, que la «culture de la gratuité» qu'invoquent les chercheurs zurichois dans leur lettre constitue un problème. Mais cette culture dépasse largement le monde des médias. Elle est intrinsèquement liée à internet et aux possibilités quasi infinies de se procurer des contenus de toutes sortes sans bourse délier.

Là où le désaccord intervient, c'est dans les présupposés de l'étude zurichoise. Nous avons analysé ensemble un certain nombre de traitements de

l'actualité pour comprendre ce qui avait valu à *24 heures* de figurer parmi les (nombreux) cancrs de la presse romande. Deux exemples permettent d'apprécier la méthode des chercheurs. La relation du terrible accident de car de Sierre, en mars 2012, a bien évidemment fait la une de notre journal, en plus de six pages d'explications et de témoignages. Nous avons, à l'époque, longuement réfléchi à la tonalité à donner à ces textes, aux photos à publier et, surtout, à ne pas publier, aux mots à utiliser, à la façon de rendre intelligible ce drame à nos lecteurs avec la rigueur indispensable et la retenue nécessaire. Verdict lapidaire des chercheurs: le sujet tombe dans la catégorie «sex and crimes», c'est donc de la «soft news», de l'information dispensable, au contraire de la «hard news», celle qui forme la démocratie suisse. Les exemples de ce type abondent.

Autre exemple: *24 heures* souffre d'avoir choisi, sauf

exceptions, de placer son éditorial en page 2, dans une page «Opinions» où se regroupent, en plus de la position éditoriale du journal, celle de son dessinateur de presse, et celles de deux personnalités qui débattent librement. L'édito eût-il été en page une que le journal aurait été mieux noté, a précisé M. Eisenegger. Le critère est pour le moins discutable: que disent les chercheurs zurichois au sujet du *Guardian* ou du *New York Times*, entre autres grands titres de tradition anglo-saxonne, qui placent leur éditorial dans les pages intérieures?

Retenons le point positif de cette controverse: les ponts ont été jetés, les universitaires zurichois ont fait le «long voyage» vers les rédactions romandes, et, bon an mal an, nous ont obligés, si besoin était, de nous poser des questions sur la pratique de notre métier.

Thierry Meyer
Rédacteur en chef